

CRCC

COMPAGNIE
REGIONALE DES
COMMISSAIRES AUX
COMPTES

TOULOUSE

Revue de presse

2023

GIESBERT  MANDIN

RELATIONS MÉDIAS • OPINION • INFLUENCE CONSEIL

Sommaire

ENTREPRISES OCCITANIE
Web

Toulouse. Laure Mulin : "Le métier de commissaire aux comptes a changé avec la RSE"
Paru le 28 mars 2023

LA GAZETTE DU MIDI
Presse

Les commissaires aux comptes souhaitent attirer les jeunes diplômés
Paru le 3 avril 2023

ENTREPRISES A LA UNE
Presse

CRCC, Laure Mulin, accompagner les entreprises avec acuité
Paru le 4 avril 2023

LA LETTRE M
Web

Laure Mulin
Paru le 5 avril 2023

FRANCE BLEU OCCITANIE
Radio

Les commissaires aux comptes, un métier qui embauche aussi
Paru le 7 avril 2023

FRANCE 3 OCCITANIE
Télé

Campagne de notoriété et de recrutement pour un métier méconnu
Paru le 7 avril 2023

FRANCE BLEU/FRANCE 3 OCCITANIE
Web

VIDÉO - Le métier de commissaire aux comptes recrute
Paru le 7 avril 2023

ENTREPRISES OCCITANIE
Presse

L'interview Laure Mulin
Paru le 1^{er} mai 2023

LES INDISCRETIONS
Newsletter

Les commissaires aux comptes se forment à la RSE pour mieux accompagner les PME
Paru le 4 juillet 2023

LA GAZETTE DU MIDI
Presse

La CRCC de Toulouse dévoile la 3^e édition du baromètre des Petites Entreprises
Paru le 10 juillet 2023

LA GAZETTE DU MIDI
Newsletter

La CRCC de Toulouse dévoile la 3^e édition du
baromètre des Petites Entreprises
Paru le 13 juillet 2023

LA GAZETTE DU MIDI
Web

La CRCC de Toulouse dévoile la 3^e édition du
baromètre des Petites Entreprises
Paru le 13 juillet 2023

Paru le 28 mars 2023

Toulouse. Laure Mulin : "le métier de commissaire aux comptes a changé avec la RSE"

Présidente de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes depuis novembre 2020, Laure Mulin évoque les enjeux de sa profession et l'objectif numéro 1 poursuivi en 2023 : l'attractivité.



Laure Mulin préside la Compagnie régionale des commissaires aux comptes depuis novembre 2020. Une Compagnie qui concerne les départements de la Haute-Garonne, du Tarn, de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne. (Photo : Anthony Assémat - Entreprises Occitanie)

Femme d'action et de conviction, **Laure Mulin** préside la [Compagnie régionale des commissaires aux comptes](#) depuis novembre 2020. [C'est la deuxième femme à présider cette instance](#) après Marie-Laurence Colombini en 2013-2014. Après des débuts dans le milieu de l'audit à Paris, elle arrive à **Toulouse** en 2001 et intègre le cabinet Ernst&Young (aujourd'hui

rebaptisé EY). En 2006, elle rejoint [le cabinet Sygnatures](#), dans lequel elle est associée depuis 2010 et membre du comité de direction depuis 2013. Un cabinet indépendant qui emploie près de 200 personnes.

La présidente de ce conseil régional, qui recoupe les départements de la Haute-Garonne, du Tarn, de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne, livre ses principaux chantiers de 2023.

En 2023, quels sont les sujets majeurs qui occupent les experts-comptables et les commissaires aux comptes ?

Depuis fin 2015, nous faisons la vérification des données extra-financières et tout ce qui touche à la [RSE \(Responsabilité sociétale des entreprises\)](#). Nous sommes accrédités par [le Cofrac](#) (Comité français d'accréditation, ndlr) sur les déclarations des performances extra-financières. En décembre 2022, [la nouvelle directive européenne CSRD](#) (Corporate sustainability reporting directive) révisé la précédente directive (la NFRD) et cette **déclaration des performances extra-financières** va s'élargir. D'ici fin 2023, cette obligation sera transcrite dans le droit français.

"Les entreprises et organismes assujettis à cette obligation devront respecter au moins deux des trois critères suivants : avoir au minimum 250 salariés (contre 500 salariés dans la précédente directive), disposer d'au moins 20 millions d'euros de total bilan ou d'au moins 40 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les performances RSE reposent sur trois piliers : l'environnement, le social et la gouvernance".

"Beaucoup de dirigeants sont sensibles à la RSE"

Combien d'entreprises sont concernées dans vos quatre départements d'Occitanie ?

On n'a pas de chiffres précis pour notre région. En Europe, on passe de 11 000 à plus de 50 000 entreprises concernées par cette obligation, et **de 2000 à plus de 7000 en France**. Beaucoup de dirigeants sont sensibles à ces sujets RSE, mais sans que ce soit inscrit dans une démarche structurée, comme des plans d'actions, des objectifs... La performance extra-financière est rarement intégrée dans la stratégie d'entreprise. Aujourd'hui, l'audit des performances extra-financières est une opportunité pour notre profession car on s'ouvre à d'autres sujets.

Vos mandats concernent-ils également les collectivités locales, dont on sait que la gestion financière est étudiée par les Chambres régionales des comptes ?

Depuis quelques années, une expérimentation sur la certification aux comptes a été lancée sur 25 collectivités territoriales en France, [dont Toulouse Métropole](#). En 2024, la mesure devrait être généralisée mais on ne sait pas encore à partir de quel seuil et les collectivités concernées. Mais le champ d'intervention est différent de celui d'une Chambre régionale des comptes.

Notre métier s'est élargi au fil du temps. Après [le scandale de l'ARC](#), les commissaires aux comptes sont entrés dans le champ associatif. Après [les affaires de l'UIMM](#), depuis 2009, les certifications des comptes ont été élargies aux associations professionnelles.

"La France aura besoin de 100 000 auditeurs"

Le métier de commissaire aux comptes attire-t-il les candidats ? Est-ce que la profession recrute ?

Cette actualité est une opportunité mais aussi **un facteur d'attractivité pour les jeunes**. Ces dernières années, on a senti une perte d'intérêt dans un métier très normé, où on a l'image de questionnaires qu'on remplit sans réfléchir, et avec des interrogations sur **l'équilibre entre vie pro et vie perso**. Depuis quelques années, les jeunes sont attentifs à nos démarches RSE employeurs et il y aura besoin de former des gens pour prendre ce virage de la durabilité. On met en avant ce virage dans notre secteur dans notre politique de recrutement car il n'y a pas suffisamment de candidats.

"D'ici cinq ans, la France aura besoin de 100 000 auditeurs, nous sommes tous en recherche. Avec la loi Pacte de 2019, on avait l'impression que notre métier allait disparaître. Mais on a besoin de recruter car la certification aux comptes est toujours là. J'ai envie de dire : "Venez, on a besoin de vous !".

En quoi votre profession a évolué ?

Notre métier a évolué avec la RSE, le digital, [les sujets autour de la cybersécurité](#), qui font monter en compétences... Le développement de l'outil informatique libère des tâches, nous sommes davantage dans l'échange et le dialogue, et moins dans les dossiers. Ceux qui ne nous connaissent pas bien ont une image vieillotte et austère mais on essaye de casser les codes et les idées pré-conçues. C'est tout le sens de [notre récente campagne de communication, humoristique](#). Et pour les jeunes, nous avons créé un site internet dédié avec des témoignages d'auditeurs.

Par ailleurs, en parallèle de la voie classique pour devenir auditeur, un Diplôme universitaire d'auditeur va être déployé dès la rentrée de septembre 2023 dans les IAE. En région, on sera sur 2024, et [la TSM \(Toulouse School of Management\)](#) est candidate.

Vous êtes seulement la deuxième femme à présider la CRCC depuis 1970. Le secteur est-il majoritairement masculin ?

Non, au contraire ! En octobre 2022, plus de 73% des personnels de la CRCC étaient des femmes. Avant, plus on montait dans la hiérarchie, moins les femmes étaient présentes. Mais ça évolue progressivement.

Vous faites partie, en parallèle, de la direction du cabinet Sygnatures, à Toulouse. Quels sont les projets du cabinet en 2023 ?

Il y a quelques années, j'avais développé un pôle interne appelé Doctrine et qualité. Nous avons six implantations dans la région : en Haute-Garonne à Toulouse, où travaillent une centaine de personnes et Muret, dans le Gers à Condom, Auch et Gimont et nous venons d'ouvrir des bureaux dans le Tarn-et-Garonne à Montauban, au sein de la zone Albasud. Un projet mené avec Eric Marengo, le nom du cabinet étant **Sygnatures Marengo**.

La CRCC en chiffres

La CRCC et ses quatre départements compte actuellement **395 commissaires aux comptes** (dont 329 en Haute-Garonne) et **7147 mandats** qui se décomposent de la façon suivante : 5632 pour des sociétés commerciales, 1019 pour le secteur associatif et 496 pour d'autres organismes. **Plus de 45% des mandats concernent la Haute-Garonne**, contre plus de 9% dans le Tarn et plus de 6% dans le Tarn-et-Garonne.

Les commissaires aux comptes du conseil régional ont certifié plus de 126 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2021, révélé 25 faits délictueux et établi 61 procédures d'alerte. Le taux de certification sans réserve s'élève, lui, à 98,43%.

La France, quant à elle, compte un peu plus de 11 600 commissaires aux comptes.

Du 3 au 9 avril 2023 - n° 8880

La Gazette du Midi

2 €

L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - [142^e ANNEE] FORUMECO MIDI-PYRÉNÉES

Les ventes aux enchères p. 19-21



L'art et la plume

Après avoir travaillé pour de grandes maisons de la mode et du spectacle, Valérie Lanfin, artisan d'art, a ouvert son atelier à Léguevin, près de Toulouse, où elle révèle la beauté poétique des plumes. *P.24*

Crédit Agricole Toulouse 31 au service du territoire

La banque coopérative et mutualiste a gagné 25 800 clients l'an dernier. *P.3*

Mergify vise 2 M\$ de chiffre d'affaires en 2023

La start-up toulousaine, qui conçoit des solutions pour accélérer le développement informatique, réalise 80 % de son activité à l'international. *P.6*

Le Château Saint Louis, de père en fils

Benoît Mahmoudi, qui a repris le domaine viticole créé par ses parents, mise également sur l'événementiel et le tourisme. *P.4*

5 pages d'annonces légales
Pages 13 à 17

La Haute-Garonne, fer de lance du tourisme durable

Peut-on concilier développement durable et économie touristique? Oui sans aucun doute, selon le président de Haute-Garonne Tourisme, Didier Cajoux, qui a placé le tourisme durable au cœur de la stratégie du comité départemental du tourisme. Le plan d'actions pour l'année 2023, présenté cette semaine à Toulouse par le conseiller départemental, fait ainsi la part belle au « slow travel » et aux espaces naturels. L'oparisme, qui vient de se voir décerner par l'Almer le label engagé ISÈ et l'Responsibility Europe Certification, entend bien également montrer l'exemple et guider l'ensemble des acteurs touristiques vers des pratiques plus responsables et plus durables - sans perdre de vue son objectif: garder une fréquentation en progression », ajoute l'Uta. Une carte touristique « Haute-Garonne Destination Nature » est actuellement en préparation. Elle sera en mai chez Milan. *P.3*



Nehia poursuit sa stratégie de conquête

Deux années de Covid n'ont pas altéré l'optimisme de Philippe Dubois, à la tête du groupe Nehia, spécialisé dans la communication visuelle et l'impression numérique grand format. Fortement implantée sur les marchés de l'événementiel et de l'aéronautique, l'entreprise toulousaine, qui a vu son chiffre d'affaires s'effondrer de plus de 42 % en 2020, a continué d'investir. Une stratégie offensive dont elle récolte les fruits aujourd'hui. *P.6*



Crise des vocations

La fonction de commissaires aux comptes subit depuis plusieurs années une baisse d'attractivité, notamment vis-à-vis des jeunes. Pour pallier ces difficultés, la profession lance une opération de notoriété et de recrutement dans toute la France, notamment en Occitanie. Les détails avec Laure Mulin, présidente de la CRCC de Toulouse. *P.11*



NOUVEAU SITE

Retrouvez L'INTÉGRALITÉ DE VOTRE JOURNAL SUR
www.gazette-du-midi.fr



NEWSLETTER QUOTIDIENNE de l'actualité économique & juridique régionale

Les commissaires aux comptes souhaitent attirer les jeunes diplômés

Depuis la crise sanitaire et la crise économique associée, certaines professions pâtissent d'un déficit des vocations. C'est le cas de la fonction de commissaires aux comptes qui subit une baisse d'attractivité, notamment vis-à-vis des jeunes, entraînant alors des difficultés de recrutement. Une double difficulté puisque la profession connaît déjà un déficit de notoriété depuis plusieurs années auprès de ce même public.

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT, LES AUDITEURS LÉGAUX SOUHAITENT SE RENDRE ATTRACTIFS

Une récente étude commanditée par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes a en effet montré que la profession d'auditeur légal, aussi nommée commissaire aux comptes,

était encore trop méconnue auprès des jeunes. À cette difficulté s'ajoute une crise des vocations subie par de nombreux métiers depuis la crise de la Covid-19.

Afin de pallier ces problématiques, les commissaires aux comptes agissent et lancent une opération de notoriété et de recrutement dans toute la France, notamment en Occitanie. Cette dernière prend la forme d'une campagne de publicité originale et décalée, renforcée par des partenariats avec des médias suivis par un jeune public comme Konbini avec une vidéo de l'humoriste Panayotis Pascot présentant le métier d'auditeur légal. À Toulouse, les élus de la CRCC participent à de nombreux événements (salons étudiants, conférences et interventions au sein d'écoles, etc.) afin de promouvoir le métier de commissaire aux comptes.

Mise en exergue des valeurs et des spécificités de la profession, de la diversité des secteurs d'activité concernés mais aussi des nouvelles missions – vérification des données RSE et audit de cybersécurité – tous les aspects du métier sont abordés. L'objectif est simple: accroître la notoriété de la profession et faire changer le regard sur la fonction de commissaire aux comptes.

« Le travail de l'auditeur légal est en pleine mutation et tend à se diversifier avec de nouvelles missions telles que l'accompagnement des entreprises vers un modèle durable et sociétal ainsi que la prévention en matière de cybersécurité. Des missions nouvelles qui ont du sens pour les générations à venir et que nous souhaitons mettre en avant pour les encourager à se lancer dans cette voie passionnante », souligne Laure Mulin, prési-

dente de la CRCC de Toulouse.

COMMISSAIRES AUX COMPTES: UNE PROFESSION QUI ÉVOLUE

Associations, PME, ETI, grandes entreprises, les enjeux des sociétés et des décideurs économiques évoluent, ceux des commissaires aux comptes aussi. Depuis plusieurs années, la profession d'auditeur légal connaît de grands changements et évolutions de ses pratiques et ses missions. Les commissaires aux comptes ont su s'adapter et anticiper les enjeux de demain pour les entreprises et leurs parties prenantes.

La RSE d'abord, qui connaît des développements considérables et nécessaires du fait d'une prise de conscience partagée. Les différentes parties prenantes ont légitimement et à juste raison des attentes fortes en termes de



Laure Mulin, présidente de la CRCC de Toulouse.

durabilité. La vérification de ces données RSE (bilan carbone, engagements sociétaux, index égalité, etc.) est un enjeu de demain. Aujourd'hui grâce à leur expertise et

de nouveaux outils à leur disposition, les auditeurs légaux accompagnent durablement les entreprises dans leurs démarches RSE à travers leurs missions de diagnostics, de vérification et d'attestations. Assurer un cadre législatif permet ainsi de lutter contre le greenwashing.

La cybersécurité ensuite. Les auditeurs légaux sont capables de mettre à profit leurs méthodologies de travail pour aider leurs clients à prévenir et limiter les impacts d'une cyberattaque et anticiper son potentiel coût. Mesure de la criticité des données, exposition de l'entreprise, scénarios d'attaque, chiffrage de l'impact financier, coût des mesures préventives, etc. Les commissaires aux comptes mettent en pratique leurs méthodologies pour réaliser un audit de cybersécurité précis sur les conséquences d'une potentielle attaque.

CRCC (Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes)

Laure Mulin | Accompagner les entreprises avec acuité



Elle qualifie elle-même son parcours professionnel de progressif et logique. À la tête de la CRCC depuis 2020, Laure Mulin est une présidente accessible et pragmatique, qui mène de front ses activités d'associée au sein du cabinet Sygnatures. Bien déterminée à promouvoir la profession de commissaire aux comptes, elle contribue efficacement à en démontrer l'utilité.

Les instances professionnelles, un passage cohérent pour vous ?

L. M. : Je revendique toute la pertinence des instances professionnelles. Représenter la

profession, en assurer la défense, la valoriser ou être en mesure de l'accompagner sur des questions techniques, autant de missions qui me nourrissent depuis plusieurs années. Convaincue que le partage d'expérience constitue un précieux apport aux professionnels du secteur, je l'encourage ardemment.

En tant que présidente de la CRCC, quelles sont vos priorités ?

L. M. : Améliorer la visibilité du métier de commissaire aux comptes auprès des parties prenantes et renforcer son attractivité auprès des jeunes générations me semblent être deux axes à privilégier. Jusqu'à récemment nous nous imposions pour des raisons déontologiques une certaine discrétion qui allait de pair avec une perception insuffisante de l'utilité de nos apports. Mais l'électrochoc de la loi PACTE a marqué un tournant et nous avons saisi l'opportunité de prendre davantage la parole afin de montrer la cohérence de nos interventions

auprès des entreprises. Rappelons que nous sommes les garants d'une information sincère et indépendante, aptes à valider des données financières comme extra-financières.

La RSE, un enjeu pour la profession ?

L. M. : Certains d'entre nous vérifient les déclarations de performance extra-financière des entreprises, et en ce sens l'étendue récente de la directive CSRD est une opportunité non négligeable. Notre expertise est indispensable au développement des entreprises et notre capacité à formuler des recommandations est compatible avec des enjeux majeurs et actuels comme la RSE ou encore les cyber-risques.



11 boulevard des Récollets - 31400 Toulouse
Tél. +33 (0)5 61 53 82 23 - www.crcc-toulouse.fr

LAURE MULIN

CRCC de Toulouse



Face au « *déficit des vocations* », la Compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC) de Toulouse lance, avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC), une « *opération de notoriété et de recrutement* » auprès des jeunes. Elle prévoit ainsi de renforcer sa présence dans les salons destinés aux étudiants et d'aller à leur rencontre dans les établissements de formation. Selon la CNCC, il faudra recruter 100 000 auditeurs légaux en France dans les dix prochaines années. « *Le travail de l'auditeur légal est en pleine mutation et tend à se diversifier avec de nouvelles missions (...) qui ont du sens pour les générations à venir* », estime la présidente de la CRCC de Toulouse, Laure Mulin. Couvrant le ressort de la Cour d'appel de Toulouse, la CRCC de Toulouse rassemble 386 professionnels et 215 sociétés de commissariat aux comptes de l'Ariège, la Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne.



Paru le 7 avril 2023

Pour réécouter : <https://www.francebleu.fr/emissions/l-actu-eco/toulouse>.

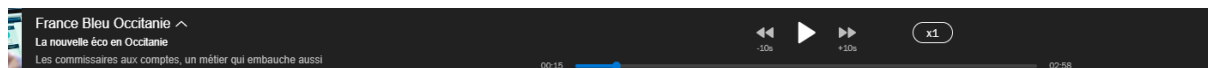


Les commissaires aux comptes, un métier qui embauche aussi

Le 7 avril 2023



02 min



Paru le 7 avril 2023

Pour revoir : <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/video-le-metier-de-commissaire-aux-comptes-recrute-8160428>.



07:16
Vendredi
07
avril
Rodez
Matin
1°
Après-midi
15°

France Bleu Occitanie
La nouvelle éco

france bleu occitanie

Campagne de notoriété et de recrutement pour un métier méconnu

Rugby : 27e journée de Pro D2, Colomiers s'est lourdement incliné 43-10 sur le terrain de Nevers, hier. Ce soir, Agen reçoit Carcassonne (19h) et Montauban défie Rouen (19h30).

france
bleu.3
matin

Paru le 7 avril 2023

VIDÉO - LE METIER DE COMMISSAIRE AUX COMPTES RECRUTE

La profession de commissaire aux comptes cherche des bras. On en parle avec la présidente de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Toulouse, Laure Mulin.



Qu'est-ce que le métier de commissaire aux comptes ? Laure Mulin, présidente de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Toulouse nous en dit davantage. Le métier évolue et a même désormais **une dimension de conseil en cybersécurité** des entreprises. Ceux qu'on appelle aussi les "auditeurs légaux" sont capables de mettre à profit leurs méthodologies de travail pour aider leurs clients à prévenir et limiter les impacts d'une cyberattaque et anticiper son potentiel coût.

PARERA

Nouvelle acquisition
pour la société gersoise



PLUG IN DIGITAL

Les ambitions de l'expert
héraultais du jeu vidéo



**Interview de
Laure Mulin**
Présidente de la
CRCC de Toulouse



SÉCHERESSE



Les solutions pour éviter
le manque d'eau cet été

ARENADOUR

dévoile ses ambitions pour les thermes
de Luchon qui viennent de rouvrir

SOMMAIRE

MAI 2023 | www.entreprises-occitanie.com



RÉSEAU MEDEF

38

- **L'engagement** au cœur de la nouvelle soirée des mandats.
- **Le nouveau préfet de Haute-Garonne** invité du Business diner.
- **Les quartiers prioritaires** de la politique de la ville regorgent de pépites.
- **Cybersécurité.** «La première règle pour lutter face aux cyberattaques, c'est la paranoïa».
- **Quatre candidats** exposent leur ambition pour la présidence du Medef.

Photo de couverture : Agence de l'eau Adour Garonne.

Entreprises Occitanie | Mai 2023



n° 407

EDITORIAL

3 **Bien commun, mieux ensemble.**

ACTUALITES

6 **L'économie en bref.**

A L'AFFICHE

- 10 **L'interview de Laure Mulin**, présidente de la compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC) de Toulouse.
- 12 **Crédit Agricole 31.** La banque accélère sur les transitions et propose de nouveaux produits.
- 14 **PrintOclock.** L'imprimeur en ligne toulousain poursuit son développement et investit le marché de l'édition.
- 16 **Parera.** Le gersois fait l'acquisition d'une société et fonce sur la data et les énergies vertes.

GRAND ANGLE

- 18 **Sécheresse.** Les solutions pour éviter le manque d'eau cet été.
- 20 **Sécheresse.** Une situation préoccupante dans le Sud-Ouest avant l'été.
- 21 **Ressource en eau.** Mesures d'urgence prises par l'agence de l'eau Adour-Garonne.
- 23 **Economies d'eau.** Toulouse et Montpellier : quelles stratégies dans les métropoles.
- 24 **Les agriculteurs d'Occitanie** s'alarment car l'eau se fait plus rare.
- 26 **Philippe Marc** : «Il faut une vraie feuille de route sur la gestion de l'eau».
- 27 **Eric Servat** : «Nous sommes sans doute la région française qui connaîtra le plus de difficultés d'accès à l'eau».
- 28 **Le groupe BRL**, ensemble du grand cycle de l'eau.
- 29 **Vortex-lo** a trouvé la solution pour anticiper les inondations.

METIERS

- 30 **Arenadour** dévoile ses ambitions pour les thermes de Luchon qui viennent de rouvrir.
- 33 **La Marinière** continue d'étendre sa franchise de poissonnerie «unique en France».
- 34 **Recrutement des cadres en Occitanie.** Records battus : ce qui nous attend en 2023.
- 36 **Plug in Digital.** L'expert du jeu vidéo rachète Celsius Online et veut devenir un «leader européen».
- 37 **Nehia group** gagne + 47,5 % de son chiffre d'affaires par rapport à 2019.

TRIBUNE LIBRE

- 42 **Loïc Quintin de Kercadio** : «Pour les entreprises les bénéfices apportés par les Hauts Potentiels sont nombreux».

L'interview

Laure MULIN

Présidente de la
Compagnie régionale
des commissaires aux
comptes (CRCC) de
Toulouse

“ Le métier de
commissaire aux
comptes a changé
avec la RSE ”

Présidente de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes depuis novembre 2020, Laure Mulin évoque les enjeux de sa profession et l'objectif numéro 1 poursuivi en 2023 : l'attractivité.

Femme d'action et de conviction, Laure Mulin préside la Compagnie régionale des commissaires aux comptes depuis novembre 2020.

C'est la deuxième femme à présider cette instance après Marie-Laurence Colombini en 2013-2014. Après des débuts dans le milieu de l'audit à Paris, elle arrive à Toulouse en 2001 et intègre le cabinet Ernst&Young (aujourd'hui rebaptisé EY). En 2006, elle rejoint le cabinet Sygnatures, dans lequel elle est associée depuis 2010 et membre du comité de direction depuis 2013. Un cabinet indépendant qui emploie près de 200 personnes.

La présidente de ce conseil régional, qui recoupe les départements de la Haute-Garonne, du Tarn, de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne, livre ses principaux chantiers de 2023.

En 2023, quels sont les sujets majeurs qui occupent les experts-comptables et les commissaires aux comptes ?

Depuis fin 2015, nous faisons la vérification des données extra-financières et tout ce qui touche à la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises).

Nous sommes accrédités par le Cofrac (Comité français d'accréditation, ndlr) sur les

déclarations des performances extra-financières. En décembre 2022, la nouvelle directive européenne CSRD (Corporate sustainability reporting directive) révisé la précédente directive (la NFRD) et cette déclaration des performances extra-financières va s'élargir. D'ici fin 2023, cette obligation sera transcrite dans le droit français.

Les entreprises et organismes assujettis à cette obligation devront respecter au moins deux des trois critères suivants : avoir au minimum 250 salariés (contre 500 salariés dans la précédente directive), disposer d'au moins 20 millions d'euros de total bilan ou d'au moins 40 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les performances RSE reposent sur trois piliers : l'environnement, le social et la gouvernance.

«Beaucoup de dirigeants sont sensibles à la RSE»

Combien d'entreprises sont concernées dans vos quatre départements d'Occitanie ?

On n'a pas de chiffres précis pour notre région. En Europe, on passe de 11 000 à plus de 50 000 entreprises concernées par cette obligation, et de 2000 à plus de 7000 en France. Beaucoup de dirigeants sont sensibles à ces sujets RSE, mais sans que ce soit inscrit dans une démarche structurée, comme des plans d'actions, des objectifs... La performance extra-financière est rarement intégrée dans la stratégie d'entreprise. Aujourd'hui, l'audit des performances extra-financières est une opportunité pour notre profession car on s'ouvre à d'autres sujets.

Vos mandats concernent-ils également les collectivités locales, dont on sait que la gestion financière est étudiée par les Chambres régionales des comptes ?

Depuis quelques années, une expérimentation sur la certification aux comptes a été lancée sur 25 collectivités territoriales en France, dont Toulouse Métropole. En 2024, la mesure devrait être généralisée mais on ne sait pas encore à partir de quel seuil ni les collectivités concernées. Mais le champ d'intervention est différent de celui d'une Chambre régionale des comptes.

Notre métier s'est élargi au fil du temps. Après le scandale de l'ARC, les commissaires aux comptes sont entrés dans le champ associatif. Après les affaires de l'UIMM, depuis 2009, les certifications des comptes ont été élargies aux associations professionnelles.

«La France aura besoin de 100 000 auditeurs»

Le métier de commissaire aux comptes attire-t-il les candidats ?

Est-ce que la profession recrute ?

Cette actualité est une opportunité mais aussi un facteur d'attractivité pour les jeunes. Ces dernières années, on a senti une perte d'intérêt dans un métier très normé, où on a l'image de questionnaires qu'on remplit sans réfléchir, et avec des interrogations sur l'équilibre entre vie pro et vie perso. Depuis quelques années, les jeunes sont attentifs à nos démarches RSE employeurs et il y aura besoin de former des gens pour prendre ce virage de la durabilité. On met en avant ce virage dans notre secteur dans notre politique de recrutement car il n'y a pas suffisamment de candidats.

D'ici cinq ans, la France aura besoin de 100 000 auditeurs, nous sommes tous en recherche. Avec la loi Pacte de 2019, on avait l'impression que notre métier allait disparaître. Mais on a besoin de recruter car la certification aux comptes est toujours là. J'ai envie de dire : «Venez, on a besoin de vous !»

En quoi votre profession a évolué ?

Notre métier a évolué avec la RSE, le digital, les sujets autour de la cybersécurité, qui font monter en compétences... Le développement de l'outil informatique libère des tâches, nous sommes davantage dans l'échange et le dialogue, et moins dans les dossiers. Ceux qui ne nous connaissent pas bien ont une image vieillotte et austère mais on essaye de casser les codes et les idées préconçues. C'est tout le sens de notre récente campagne de communication, humoristique. Et pour les jeunes, nous avons créé un site internet dédié avec des témoignages d'auditeurs.

Par ailleurs, en parallèle de la voie classique pour devenir auditeur, un ●●●

EN CHIFFRES

- > La CRCC et ses quatre départements comptent actuellement 395 commissaires aux comptes (dont 329 en Haute-Garonne) et 7147 mandats qui se décomposent de la façon suivante : 5632 pour des sociétés commerciales, 1019 pour le secteur associatif et 496 pour d'autres organismes. Plus de 45% des mandats concernent la Haute-Garonne, contre plus de 9% dans le Tarn et plus de 6% dans le Tarn-et-Garonne.
- > Les commissaires aux comptes du conseil régional ont certifié plus de 126 M€ de chiffre d'affaires en 2021, révélé 25 faits délictueux et établi 61 procédures d'alerte. Le taux de certification sans réserve s'élève, lui, à 98,43%.
- > La France, quant à elle, compte un peu plus de 11 600 commissaires aux comptes.

À L’AFFICHE

●●● Diplôme universitaire d’auditeur va être déployé dès la rentrée de septembre 2023 dans les IAE. En région, on sera sur 2024, et la TSM (Toulouse School of Management) est candidate.

Vous êtes seulement la deuxième femme à présider la CRCC depuis 1970. Le secteur est-il majoritairement masculin ?

Non, au contraire ! En octobre 2022, plus

de 73% des personnels de la CRCC étaient des femmes. Avant, plus on montait dans la hiérarchie, moins les femmes étaient présentes. Mais ça évolue progressivement.

Vous faites partie, en parallèle, de la direction du cabinet Sygnatures, à Toulouse. Quels sont les projets du cabinet en 2023 ?

Il y a quelques années, j’avais développé un pôle interne appelé Doctrine et qualité.

Nous avons six implantations dans la région : en Haute-Garonne à Toulouse, où travaillent une centaine de personnes et Muret, dans le Gers à Condom, Auch et Gimont et nous venons d’ouvrir des bureaux dans le Tarn-et-Garonne à Montauban, au sein de la zone Albasud. Un projet mené avec Eric Marengo, le nom du cabinet étant Sygnatures Marengo.» ●

*Propos recueillis par
Anthony ASSEMAT*



LES INDISCRÉTIONS
Vos 5 minutes business en Occitanie

Paru le 4 juillet 2023

Les commissaires aux comptes se forment à la RSE pour mieux accompagner les PME

Crise économique, inflation, pénuries de matières premières, cyberattaques, exigences environnementales... : d'après la Compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC) de Toulouse, les petites entreprises* sont de plus en plus vigilantes au contexte économique et social actuel. « *Les nouveaux besoins de confiance relèvent d'une demande d'informations plus ciblées ou spécifiques à des domaines autres que celui de l'information financière* », observe la CRCC de Toulouse, dans la 3e édition du baromètre des Petites Entreprises. En témoignent « *l'augmentation et la diversification des missions d'attestations et de diagnostics demandées aux commissaires aux comptes. 14 % des petites entreprises ont eu recours en 2022 à d'autres missions que celle de certification en 2021 en Occitanie* », indique la CRCC de Toulouse. Ces nouvelles missions « *constituent un enjeu important pour les commissaires aux comptes, en particulier la RSE. L'adoption de la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) fin 2022 accélère le mouvement de la transition écologique et s'appuie sur les auditeurs légaux. Pour répondre à cette attente sociétale, les professionnels en Occitanie se sont déjà engagés dans leur formation aux enjeux RSE* ». [Plus d'infos ici.](#)

* Sont qualifiées « petites entreprises » des structures ne dépassant pas 2 des 3 seuils suivants : 4 M€ de total bilan, 8 M€ de chiffre d'affaires, 50 salariés.

Conjoncture. Les commissaires aux comptes se voient confier de nouvelles missions.

La CRCC de Toulouse dévoile la 3^e édition du baromètre des Petites Entreprises

Lancé en 2021, il a pour objectif d'analyser la réaction des dirigeants de petites entreprises face au relèvement des seuils introduits par la Loi Pacte en 2019. Aujourd'hui ce dernier, qui s'appuie sur les déclarations annuelles d'activité des commissaires aux comptes pour la clôture des comptes 2021, ainsi que sur une enquête menée auprès des professionnels au cours du mois de février 2023, étend son périmètre d'analyse à l'ensemble des mandats. Le document vise également à informer sur l'état actuel des entreprises françaises.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE : UN ACCOMPAGNEMENT NÉCESSAIRE POUR RÉPONDRE AU BESOIN DE CONFIANCE DES PARTIES PRENANTES

Crise économique, inflation, pénuries de matières premières, urgence climatique et environnementale... Les entreprises sont aujourd'hui confrontées à de nombreux défis. Dans ce contexte économique particu-

lièrement complexe, les attentes et les besoins de confiance de leurs parties prenantes s'accroissent. Afin de maintenir un climat serein, les sociétés doivent plus que jamais faire preuve de transparence.

Dans cet environnement délicat à appréhender, les commissaires aux comptes tiennent un rôle essentiel. Le baromètre 2023 témoigne de cet état de vigilance accrue, notamment au sein des petites entreprises de la région. En effet, malgré un recul progressif du commissariat aux comptes depuis l'adoption de la loi Pacte, les PE⁽¹⁾ ont confié 214 (sur un total de 338) nouveaux mandats aux commissaires aux comptes membres de la CRCC de Toulouse. Difficulté d'accès aux crédits bancaires, parties prenantes et donneurs d'ordre de plus en plus exigeants, augmentation des cyberattaques... Le risque de fragilisation de la sécurité économique des petites entreprises est un point d'alerte pour les commissaires aux comptes. Le besoin de confiance des parties prenantes dépasse la seule

information financière.

IMPACT DE LA LOI PACTE : DES MISSIONS DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉES

Confrontées à de nouveaux défis tels que la lutte contre les cyberattaques, les attentes de performances environnementales ou encore la défiance des banques face à l'accord de crédits bancaires, les petites entreprises font plus souvent appel aux auditeurs légaux pour des missions qui dépassent la simple certification des comptes. Les nouveaux besoins de confiance relèvent d'une demande d'informations plus ciblées ou spécifiques à des domaines autres que celui de l'information financière. En témoignent l'augmentation et la diversification des missions d'attestations et de diagnostics demandées aux commissaires aux comptes. À cet égard, 14 % des PE ont eu recours à d'autres missions que celle de certification en 2021 en Occitanie.

Ces nouvelles missions, qui ne concernent plus seulement

des informations financières, constituent un enjeu important pour les commissaires aux comptes, en particulier la RSE. L'adoption de la directive CSRD fin 2022 accélère le mouvement de la transition écologique et s'appuie sur les auditeurs légaux. Pour répondre à cette attente sociétale, les professionnels en Occitanie se sont déjà engagés dans leur formation aux enjeux RSE.

Malgré le recul observé, à la clôture 2021, parmi les 3978 mandats confiés à la profession par des entreprises sous les seuils, 214 concernent des nouvelles nominations. Parmi eux, 16 % concernent des entreprises qui font de nouveau appel à un commissaire aux comptes après y avoir renoncé à la suite du relèvement des seuils introduit par la loi Pacte.

(1) Petites Entreprises ne dépassant pas deux des trois seuils suivants : 4 M€ de total bilan, 8 M€ de chiffre d'affaires, 50 salariés.

Paru le 13 juillet 2023

LES AUTRES ARTICLES

La CRCC de Toulouse dévoile la 3e édition du baromètre des Petites Entreprises

Conjoncture. Les commissaires aux comptes se voient confier de nouvelles missions. Lancé en 2021, il a pour objectif d'analyser la...

Publié le 13 juillet 2023 • Rédaction GdM

Paru le 13 juillet 2023

LA CRCC DE TOULOUSE DEVOILE LA 3E EDITION DU BAROMETRE DES PETITES ENTREPRISES

Conjoncture. Les commissaires aux comptes se voient confier de nouvelles missions.



Lancé en 2021, il a pour objectif d'analyser la réaction des dirigeants de petites entreprises face au relèvement des seuils introduits par la Loi Pacte en 2019. Aujourd'hui ce dernier, qui s'appuie sur les déclarations annuelles d'activité des commissaires aux comptes pour la clôture des comptes 2021, ainsi que sur une enquête menée auprès des professionnels au cours du mois de février 2023, étend son périmètre d'analyse à l'ensemble des mandats. Le document vise également à informer sur l'état actuel des entreprises françaises.

Contexte économique : un accompagnement nécessaire pour répondre au besoin de confiance des parties prenantes

Crise économique, inflation, pénuries de matières premières, urgence climatique et environnementale... Les entreprises sont aujourd'hui confrontées à de nombreux défis. Dans ce contexte économique particulièrement complexe, les attentes et les besoins de confiance de leurs parties prenantes s'accroissent. Afin de maintenir un climat serein, les sociétés

doivent plus que jamais faire preuve de transparence. Dans cet environnement délicat à appréhender, les commissaires aux comptes tiennent un rôle essentiel.

Le baromètre 2023 témoigne de cet état de vigilance accrue, notamment au sein des petites entreprises de la région. En effet, malgré un recul progressif du commissariat aux comptes depuis l'adoption de la loi Pacte, les PE [\[4\]](#) ont confié 214 (sur un total de 338) nouveaux mandats aux commissaires aux comptes membres de la CRCC de Toulouse.

Difficulté d'accès aux crédits bancaires, parties prenantes et donneurs d'ordre de plus en plus exigeants, augmentation des cyberattaques... Le risque de fragilisation de la sécurité économique des petites entreprises est un point d'alerte pour les commissaires aux comptes. Le besoin de confiance des parties prenantes dépasse la seule information financière.

Impact de la loi pacte : des missions de plus en plus diversifiées

Confrontées à de nouveaux défis tels que la lutte contre les cyberattaques, les attentes de performances environnementales ou encore la défiance des banques face à l'accord de crédits bancaires, les petites entreprises font plus souvent appel aux auditeurs légaux pour des missions qui dépassent la simple certification des comptes. Les nouveaux besoins de confiance relèvent d'une demande d'informations plus ciblées ou spécifiques à des domaines autres que celui de l'information financière.

En témoignent l'augmentation et la diversification des missions d'attestations et de diagnostics demandées aux commissaires aux comptes. À cet égard, 14% des PE ont eu recours à d'autres missions que celle de certification en 2021 en Occitanie. Ces nouvelles missions, qui ne concernent plus seulement des informations financières, constituent un enjeu important pour les commissaires aux comptes, en particulier la RSE. L'adoption de la directive CSRD fin 2022 accélère le mouvement de la transition écologique et s'appuie sur les auditeurs légaux.

Pour répondre à cette attente sociétale, les professionnels en Occitanie se sont déjà engagés dans leur formation aux enjeux RSE. Malgré le recul observé, à la clôture 2021, parmi les 3978 mandats confiés à la profession par des entreprises sous les seuils, 214 concernent des nouvelles nominations. Parmi eux, 16 % concernent des entreprises qui font de nouveau appel à un commissaire aux comptes après y avoir renoncé à la suite du relèvement des seuils introduit par la loi Pacte.